

NOVEMBRE 2011

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

Sommet Ibero-américain

L'Amérique latine
regarde ailleurs

Maroc

Pourquoi ce silence ?

Birmanie

La république de l'Union
du Myanmar

Le billet de G. Streiff

Santé !

Cameroun

Enquête parlementaire sur
les financements et armes

Pages 7-9

FOCUS Europe

Élections Espagne et Suisse

Pages 10-11

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 12-15

REGARD sur

Kurdistan

L'HUMAIN D'ABORD

Dans un contexte national, européen et international de crise structurelle profonde, de tensions, de guerres mais aussi de soulèvements populaires, de luttes montantes, d'attentes et d'exigences sociales de plus en plus fortes, une campagne s'est ouverte dans notre pays pour les élections présidentielle (22 avril et 6 mai) et législatives (10 et 17 juin) de 2012.

Ces deux scrutins seront décisifs. D'abord pour la France. Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique de Nicolas Sarkozy et battre la droite, toute la droite et ses choix réactionnaires.

Le Parti communiste agit avec ses alliés du Front de Gauche (et son candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon) afin de contribuer à cette urgence et rassembler toute la gauche sur une grande ambition de changement : pour notre pays, pour une refondation de l'Europe, pour une toute autre conception des relations internationales dans la vision d'un nouvel ordre international.

La France est affaiblie par son atlantisme forcené, par la crise du capitalisme et des années de néo-libéralisme qui ont cassé des ressorts de croissance, de crédibilité politique, de dynamique sociale et culturelle. Elle reste cependant un pays qui compte et qui peut jouer un grand rôle positif dans le monde.

Il n'est donc pas indifférent que l'on puisse mettre un terme à sa politique internationale actuelle : insertion dans les zones de guerre américaines, notamment dans le Golfe arabo-persique, réintégration complète dans l'organisation militaire de l'OTAN, guerre en Afghanistan, en Libye ou en Côte d'Ivoire... poursuite du rapport néo-colonial de la Françafrique, crispation politique sur le nucléaire et la dissuasion comme moyen d'expression de puissance, soutien quasi unilatéral à Israël ou plus généralement – à quelques exceptions près comme son vote Palestine à l'UNESCO, dans ce contexte électoral – refus de toute initiative pour faire appliquer les résolutions de l'ONU au Proche-Orient.

Le Programme du Front de Gauche propose une toute autre orientation pour changer le cours de la mondialisation, transformer en profondeur les relations internationales de la France et faire en sorte que notre pays soit à l'initiative sur l'enjeu majeur de la paix, du règlement des conflits et du désarmement. Ce programme est sur la table. Il faut l'enrichir, en débattre. Il a un sens : il dessine une vraie politique étrangère alternative dans un monde où s'expriment avec force une impatience légitime des peuples et de formidables espoirs de changements.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



- **Rencontre organisée par le parti SADI à Bamako avec la gauche africaine** (25-27 novembre) participation de Sylvie Jan
- **Autour de la Conférence de Pertersberg II sur l'Afghanistan, initiatives organisées par l'ICC, à Bonn** (2-5 décembre), participation de Claire Chastain pour le Collectif OTAN-Afghanistan
- **Audition de Madame Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France** le 16 décembre à 19h salle des délégations, siège du PCF
- **Délégation du PCF en Chine du 3 au 9 décembre** composée de Pierre Laurent, Jacques Fath, Marie-Pierre Vieu, Yves Serdenif et Dominique Bari

Amérique latine

XXIe sommet ibéro-américain : l'Amérique latine regarde ailleurs

L'absence de la moitié des chefs d'État et de gouvernement invités au XXIe sommet ibéro-américain, qui a eu lieu à Asunción le 28 octobre, montre encore une fois les changements de priorités d'une bonne partie des gouvernements de l'Amérique latine.



Cette rencontre, qui réunit chaque année les représentants de l'Espagne, du Portugal et de 22 pays latino-américains, a été créée en 1992 comme une première réponse européenne à l'Accord de libre échange de l'Amérique du Nord (ALENA), prélude d'un Accord de libre échange des Amériques (ALCA). L'Europe se présentait alors comme une alternative avec la possibilité qu'elle offrait d'une relation différente et avait proposé de négocier des accords dits « d'association ». Le sommet ibéroaméricain devait déblayer le terrain pour l'UE en s'appuyant sur les relations historiques et la proximité culturelle des participants.

Les négociations ont montré depuis lors une Europe agressive qui privilégie la libéralisation des marchés et des investissements tout laissant de côté la coopération politique en faveur d'un développement nouveau et partagé. Aujourd'hui, le partenaire européen s'enfonce dans la crise sans renoncer à ses stratégies et dogmes libéraux, il se fait le chantre de l'interventionnisme et de la guerre.

En 2005, les gouvernements progressistes de la région ont enterré l'ALCA et les accords proposés par l'UE, encore plus libéraux que l'ALENA, ont suscité un rejet de la part du Mercosur, de la Bolivie et de l'Équateur. Des négociations devaient avoir lieu quelques jours après le sommet d'Asunción entre l'UE et le Mercosur.

Est-ce pour éviter des sujets qui fâchent que les présidents latino-américains étaient absents à Asunción ?

Le modèle d'intégration de l'UE est aujourd'hui discrédité et préoccupe les pays progressistes latino-américains. Ils considèrent que la crise actuelle pourrait avoir de plus en plus de conséquences sur leurs économies. L'Argentine affronte une augmentation importante de sorties de capitaux, en réalité des profits qui partent pour renflouer les caisses des transnationales européennes.

Absente à Asunción, Dilma Rousseff a participé au G20 de Cannes. Sollicitée en tant que pays émergent à participer au Fonds européen de stabilité financière, elle a annoncé la non-participation du Brésil, considérant que l'UE peut affronter ses problèmes si elle s'en donne les moyens. Le Brésil apportera une contribution, ironie du sort, par le biais du FMI. Elle a défendu l'idée qu'une issue à la crise ne peut se faire par l'austérité et par des attaques contre les droits des travailleurs, et qu'elle ne peut être possible que grâce à la relance de la consommation, de l'investissement et de l'emploi. Tout le contraire de ce qui est fait en Europe...

À Asunción, le président Rafael Correa a exprimé sa colère lorsque Pamela Cox, vice-présidente de la Banque mondiale et Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, devaient s'adresser au Sommet. Il a rappelé comment la fonctionnaire avait annulé en 2007 un prêt destiné à l'Équateur à cause des orientations progressistes prises par le gouvernement de gauche. Rafael Correa a demandé avec ironie qu'« en réciprocité » un représentant de l'Amérique latine puisse à son tour participer à leurs réunions pour leur faire la leçon...

Le président Fernando Lugo s'est adressé à ses hôtes espagnols et portugais en regrettant que l'UE n'ait pas pris en compte l'expérience vécue par les Latino-américains lors de la crise de la dette des années 90. L'austérité, a-t-il déclaré, n'amènera ni la croissance, ni la production, ni l'emploi.

Obey Ament

responsable Amérique latine des Relations internationales

Maroc pourquoi ce silence ?

Le régime marocain n'aura pas lésiné sur les moyens pour s'assurer le résultat voulu à l'occasion des élections législatives du 25 novembre.



D'abord par un découpage électoral taillé sur mesure pour les partis favorables à la Constitution pourtant adoptée par 98% des Marocains en juillet. Ce résultat digne des anciennes dictatures voisines n'a pas entièrement rassuré les alliés du régime, notamment la France.

Ce besoin de légitimité populaire doit être obtenu à tout prix. Et le prix à payer pour les démocrates marocains est cher. C'est celui de la répression.

Les dernières semaines avant les élections, le pouvoir marocain a décidé de renforcer sa politique répressive à l'encontre des militantes et militants du *Mouvement du 20 février* et de tous les progressistes qui refusent de cautionner un processus électoral, devenu un simple plébiscite. Une véritable chasse à l'homme pour délit d'opinion s'est mise en place, formée de tous les mauvais coups possibles : arrestations arbitraires,

emprisonnements sans jugements, tortures... Ces actes traduisent l'inquiétude du pouvoir face à un mouvement démocratique et pacifique, enraciné dans le pays, qui s'est prononcé pour le boycott de ce scrutin.

Pourtant, ce mouvement porte les mêmes exigences que celles exprimées en Tunisie, en Égypte, en Syrie, en matière de démocratie politique, d'État de droit, de justice sociale, de lutte contre la corruption. Pourtant, ce combat légitime ne trouve pas grâce ni aux yeux du pouvoir, ni auprès de la France et de l'Union européenne, qui ont construit un véritable mur du silence autour de « l'ami marocain ».

La France, par la voix de ses dirigeants, ne peut continuer à se taire sur la réalité du régime et de sa politique à l'encontre de ses opposants. L'Union européenne serait bien inspirée de reconsidérer l'accord d'association avec statut avancé, tant qu'aucun progrès significatif n'aura été réalisé en matière de droits humains au Maroc.

Pour notre part, nous continuons d'exiger, avec d'autres forces progressistes en France, la libération de tous les prisonniers politiques au Maroc et d'affirmer toute notre solidarité, notre soutien au *Mouvement du 20 février* et à tous les progressistes marocains.

Patrick Margaté
collectif *Monde arabe*

journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien
rassemblement à l'appel du
Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens
samedi 3 décembre 2011
de 16h30 à 19h
place de la Bastille

UN ÉTAT PALESTINIEN AVEC TOUS SES DROITS

Birmanie la République de l'Union du Myanmar

En 1990, la junte militaire n'avait pas accepté le verdict des urnes et le triomphe de la *Ligue nationale pour la démocratie* (LND) dirigée par Aung San Suu Kyi. Depuis ces longues années, la Junte a gouverné le pays de manière particulièrement autoritaire, exerçant les plus féroces répressions contre les partisans de la LND et tous les démocrates, n'épargnant pas le clergé bouddhiste lors des grandes manifestations en septembre 2007, ni certaines des 130 minorités ethniques composant la population du pays dès lors que s'y manifestait une opposition à un projet soutenu par le gouvernement des militaires, même si B. Kouchner avait pu oser se porter garant de l'honorabilité de Total recourant en l'occurrence au travail forcé de la population locale. Des milliers de personnes sont enfermées, entassées et torturées dans les prisons dont la tristement célèbre prison d'Insein à Yangon (ex-Rangoon).



Le 18 novembre 2003, premier signe d'une lente évolution, 3937 prisonniers « injustement détenus », selon les termes mêmes du gouvernement, parmi lesquels seulement 21 prisonniers politiques, sont libérés. Ce geste avait été pris de manière opportune alors, pour éviter une condamnation publique de l'ASEAN lors de son sommet des 29/30 novembre et pour répondre à la Communauté internationale qui applique à la Birmanie un certain nombre de sanctions économiques.

Cette même année, la nouvelle équipe de généraux au pouvoir depuis le mois d'octobre déclare vouloir poursuivre la « feuille de route vers la démocratie » en 7 points, annoncée le 30 août précédent, pour conduire le pays vers « une démocratie disciplinée ».

Malgré ces sanctions économiques et les pressions internationales – jamais appliquées de manière très ferme, n'empêchant en rien Total d'exploiter de manière particulièrement inhumaine et scandaleuse, en toute impunité, le travail forcé, encadré par les militaires, des minorités birmanes pour la construction d'un pipeline –, il faudra attendre plus de vingt ans pour que de nouvelles élections puissent se tenir.

En effet, le 13 août 2010, la Junte annonce que les élections générales auraient lieu au mois de novembre suivant. Il s'agit ici de la dernière étape de « la feuille de route », processus politique initié par la Junte. Le *Parti*

de la solidarité et du développement de l'union (USDP), créé par la junte au pouvoir pour ces élections législatives, revendique la victoire malgré les protestations de la population et de toute la communauté internationale qui, unanimement, les a qualifiées de « mascarade ». Parmi les principaux partis d'opposition, la *Force démocratique nationale* (NDF), née d'une scission de la LND, ne remporte que 16 sièges. Pour bien « discipliner la démocratie », le quart des sièges de chaque assemblée est réservée aux militaires en activité.

Selon les termes mêmes de la Constitution adoptée par référendum en 2008 juste après le cyclone Nargis (138 000 morts ou disparus), une des premières tâches du nouveau Parlement était d'élire un président civil.

Le 31 janvier 2011, et pour la première fois depuis plus de 20 ans, s'est donc ouverte à Naypyidaw – la nouvelle capitale du pays – la séance inaugurale des Parlements national et régionaux (14 parlements régionaux). Une situation nouvelle et intéressante s'est constituée dans la mesure où les députés du Parlement national participent également dans leur Parlement régional respectif au sein desquels siègent « dans au moins sept de ces Parlements régionaux des représentants des minorités ethniques – comme le souligne Renaud Egretteau, chercheur à l'Université de Hong-Kong, dans un interview à RFI – constituant ainsi des majorités plus proches des préoccupations de la population et plus ou moins éloignées des centres d'intérêts du pouvoir actuel. C'est peut-être là que commenceront les premiers débats ou les premiers pas démocratiques de la Birmanie ».

La Junte militaire laisse donc officiellement la place à un pouvoir civil... dirigé par l'un de ses anciens membres, le général à la retraite Thein Sein, 65 ans, dont 47 dans l'armée d'active. Ce gouvernement civil est truffé d'anciens militaires qui devraient rencontrer quelques difficultés à se convertir du jour au lendemain à la démocratie... il est évident que le poids de la hiérarchie militaire reste encore prépondérant.

Dès la proclamation du nom du nouveau président, le secrétaire général de l'ONU « a pris note » du transfert de pouvoir et précise : « les autorités du Myanmar (Birmanie) ont maintenant l'occasion et, en fait, l'obligation vis-à-vis de leur peuple, de démontrer que ce changement est substantiel et qu'il marque le début d'une tendance réelle à s'éloigner de près de cinquante ans de commandement militaire direct ».

Certes, quelques réformes apparaissent timidement : ainsi, le 11 octobre dernier, une loi autorise la constitution de syndicats d'un minimum de 30 personnes et autorise le droit de grève. Si la LND, l'Organisation internationale du travail (OIT) ou l'ONU ont salué cette ouverture, la prudence reste de rigueur dans

la République de l'Union du Myanmar

l'appréciation des réformes et de leur mise en œuvre. D'ailleurs, il en est un signe qui ne trompe guère. Un certain nombre de militants syndicaux sont toujours derrière les barreaux et à l'heure où sort cette loi, les autorités birmanes répriment à Yangon (Rangoon) une manifestation pacifique de paysans s'opposant à la confiscation de leurs terres.

Le Parlement a aussi amendé et assoupli une loi sur l'enregistrement des partis politiques qui permettrait probablement à la LND de se réinscrire en tant que tel pour s'insérer pleinement dans le jeu politique.

En ce mois d'octobre 2011, le président Thein Sein a ordonné la libération de 6359 prisonniers, parmi lesquels seulement 237 prisonniers politiques. Certes, cette libération est positive, mais de nombreux prisonniers politiques restent toujours enfermés et certains sont particulièrement mal traités. Amnesty International témoigne ainsi, ce 4 novembre, que 15 d'entre eux, dans cette même prison de Insein, ont entamé une grève de la faim pour protester contre le fait qu'ils ne bénéficient pas des mêmes réductions de peine que les détenus de droit commun et se sont vus infliger en conséquence une privation de boisson et pour certains d'entre eux une mise au cachot dans des réduits pour chiens.

À la fin du mois d'octobre, l'association *Info-Birmanie* a annoncé que le Prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi, a rencontré Aung Kyi, le ministre du Travail (il s'agit

de sa quatrième rencontre avec les nouvelles autorités) pour discuter, notamment, de la libération de tous les prisonniers politiques, et pour contribuer à l'avancée des pourparlers de paix avec les groupes armés de plusieurs des minorités ethniques.

Le Parti communiste français a toujours soutenu le peuple birman dans sa lutte pour la démocratie et la liberté. Nombreuses ont été les interventions du Parti et de ses élus pour la libération d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques. *L'Humanité* a par-rainé pendant une quinzaine d'années, jusqu'à sa libération, U Win Tin, journaliste éminent et conseiller d'Aung San Suu Kyi.

Ce premier engagement des nouvelles autorités « civiles » signe-t-il le début d'une transformation décisive de la situation ? Le conseil des ministres des affaires étrangères des dix pays membres de l'ASEAN (*Association des nations de l'Asie du Sud-est*) entérine cette évolution puisque, réuni le 15 novembre, il a proposé que le sommet du 18 novembre confie la présidence de l'ASEAN à la Birmanie pour l'année 2014.

De toute manière, la confiance, celle des Birmans et la nôtre avec eux, ne sera au rendez-vous qu'avec d'autres preuves concrètes que cette nouvelle route pour le peuple birman est plus qu'un effet d'annonce.

Christiane Marcie
collaboratrice des *Relations internationales*

le billet de Gérard Streiff

Santé !

Il y a des gens qui ont du tact : Leon Panetta, secrétaire à la Défense d'Obama, par exemple.

Il avait fait un pari, avec le patron de son restaurant préféré, à Monterey, en Californie : ce dernier devait ouvrir la plus vieille bouteille de sa cave si Panetta attrapait Ben Laden.

Pari gagné. Panetta va donc fêter ça en dégustant une bouteille de Château-Lafite-Rothschild de 1870.

Paraît qu'elle a « un très bon nez, composé de céleri fraîchement coupé, de menthe, cèdre et cassis ».

Cameroun
Proposition
de résolution

tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **coopération policière et militaire** entre la France et le Cameroun, sur les ventes d'armes au Cameroun, notamment celles destinées aux forces de répression du régime camerounais.



n° 3891 - Proposition de résolution de M. Jean-Paul Lecoq tendant à la création d'une commission d'enquête sur la coopération policière et militaire entre la France et le Cameroun, sur les ventes d'armes au Cameroun, notamment celles destinées aux forces de répression du régime camerounais.

Coopération policière et militaire entre la France et le Cameroun, sur les ventes d'armes au Cameroun, notamment celles destinées aux forces de répression du régime camerounais

N° 3891

ASSEMBLÉE NATIONALE
 CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
 TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 4 novembre 2011.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **coopération policière et militaire** entre la France et le **Cameroun**, sur les ventes d'armes au Cameroun, notamment celles destinées aux forces de répression du régime camerounais,

(Renvoyée à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

présentée par Mesdames et Messieurs

Jean-Paul LECOQ, François ASENSI, Martine BILLARD, Alain BOCQUET, Patrick BRAOUEZEC, Jean-Pierre BRARD, Marie-George BUFFET, Jean-Jacques CANDELIER, André CHASSAIGNE, Marc DOLEZ, Jacqueline FRAYSSE, André GERIN, Pierre GOSNAT, Roland MUZEAU, Daniel PAUL, Jean-Claude SANDRIER et Michel VAXÈS,

député-e-s.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La France entretient une relation très active avec le Cameroun. Ce pays est un de nos premiers partenaires en matière de coopération sécuritaire et militaire. Cette coopération se concrétise principalement dans la formation, avec trois écoles nationales à vocation régionale, et l'accueil en France de nombreux stagiaires. La coopération militaire vise également à l'aide à la réorganisation des forces armées.

Ce partenariat de défense s'est vu renforcé récemment avec la visite du premier ministre français, en mai 2009. Ce n'est pas une nouveauté. La France, aide activement le président du Cameroun depuis son accession à la tête du gouvernement en 1960. Cette accession au pouvoir lui avait été possible après une guerre terriblement meurtrière et s'est poursuivie par de nombreux massacres et des milliers de personnes placées dans des camps de regroupement militarisés. De nombreux opposants ont été assassinés. D'autres sont aujourd'hui encore arrêtés, emprisonnés. Le président du Cameroun s'est maintenu au pouvoir par un régime despotique, ultra-répressif, de nature dictatoriale, utilisant régulièrement la police et l'armée pour étouffer toute contestation dans un pays pillé et de grande pauvreté.

Aujourd'hui, il est essentiel que les élus du peuple soient pleinement renseignés sur les relations qu'entretient la France avec le Cameroun.

C'est pourquoi nous demandons la création d'une commission d'enquête pour permettre d'établir dans la plus grande transparence un bilan complet sur la question afin de rendre publiques toutes les informations concernant la coopération policière et militaire avec le Cameroun, sur les ventes d'armes à ce pays, notamment celles destinées aux forces de répression du régime

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Article unique

En application des articles 137 et suivants du Règlement, il est créé une commission d'enquête de 30 membres chargée d'enquêter pour permettre d'établir dans la plus grande transparence un bilan complet sur la question afin de rendre publiques toutes les informations concernant la coopération policière et militaire avec le Cameroun, sur les ventes d'armes à ce pays, notamment celles destinées aux forces de répression du régime.

ESPAGNE

élections législatives du 20 novembre 2011

RÉSULTATS 2011-2008

Partis politiques	%	sièges
PP (Parti populaire)	44,62 (+ 4,48)	186 (+ 33)
PSOE (Parti socialiste)	28,73 (- 14,93)	110 (- 59)
IU (Gauche Unie)	6,92 (+ 3,12)	11 (+ 9)
UpyD (Union Progrès et Démocratie)	4,69 (+ 3,50)	5 (+ 4)
CIU (Convergence et Union de Catalogne)*	4,17 (+ 1,12)	16 (+ 5)
ERC (Gauche républicaine de Catalogne)*	1,05 (- 0,1)	3 (=)
PNV (Parti nationaliste basque)*	1,33 (+ 1,1)	5 (- 1)
Amaiur (gauche nationaliste basque)*	1,37	---
BNG (Bloc national galicien)	0,75 (- 0,1)	2 (=)
Coalition des Canaries	0,59 (-)	2 (=)
Compromis (engagement) Pays Valencien	0,51 (-)	1 (-)
EQUO (Ecologistes)	0,88 (-)	---
Participation: 71,69% (- 2,16%)		
Vote blancs et nuls: 2,66% (+ 0,9)		
* Au plan régional, CIU a obtenu 29,35%; ERC 7%; PNV 27,42%; Amaiur 24,12%; BNG 11,25%; Compromis-EQUO 4,8%.		

Victoire par défaut de la droite

La droite (Parti populaire) et son candidat à la présidence du gouvernement Mariano Rajoy ont largement gagné les élections. Avec 44,62% contre 40,13% en 2008 et un gain limité d'un demi-million de voix, elle va pourtant disposer d'une majorité absolue de 186 sièges au Parlement, du fait d'un système électoral très inégalitaire favorisant le bipartisme. Avec également le vote pour le renouvellement du Sénat qui confirme les mêmes tendances, la droite amplifie son contrôle de la quasi totalité des régions (communautés autonomes) et des grandes villes du pays.

Le PSOE s'effondre et avec 28,73% contre 43,66% et la perte de 59 sièges, il enregistre son plus mauvais résultat depuis le début de la transition démocratique post-franquiste¹. Il recule le plus nettement dans ses derniers « bastions » de Catalogne ou de l'Andalousie.

Les élections ont très lourdement sanctionné la politique du gouvernement sortant conduit par Jose Luis Zapatero, la gestion de la crise économique que subit le pays, et qui s'est traduite, depuis la mi-2010, par la mise en œuvre de plans d'austérité successifs sous diktat de l'UE. Les coupes dans l'État-social, la réforme des retraites, l'inscription – sans débat démocratique et avec le soutien de la droite – de la « règle d'or » d'équilibre budgétaire dans la Constitution ont eu de lourdes conséquences sociales (cinq millions de chômeurs; 300 000 familles expulsées de leur logement). La droite a donc plus gagné par défaut, en faisant porter sur le gouvernement du PSOE, tout le poids des mesures impopulaires, que sur l'adhésion à son programme, d'ailleurs en partie occulté pendant la campagne. Celui-ci est porteur d'une nouvelle aggravation de la politique d'austérité et de régression sociale avec notamment des coupes budgétaires annoncées dans tous les secteurs et, d'ores et déjà, mises en œuvre (éducation, santé) dans les régions gouvernées par la droite. La réforme du marché du travail, les coupes dans les prestations sociales, la poursuite des privatisations, sont dans son collimateur².

La progression des listes nationalistes et régionalistes

Treize partis au lieu de dix seront désormais représentés au Parlement. **En Catalogne**, Convergence et Union (centre-droit) progresse nettement, avec 29,35%; en alliance avec le PP; CIU a d'ores et déjà annoncé qu'elle appliquerait strictement l'austérité budgétaire. À gauche, la coalition qui regroupe

1. Le PSOE a perdu 4.300.000 voix par rapport à 2008 qui sont allées en partie dans la progression de l'abstention (+ 2,16%), du vote blanc ou nul (+ 1%); pour plus d'un tiers dans le vote pour la droite (PP et CIU en Catalogne); 15% environ dans le vote pour la Gauche Unie, le reste se répartissant entre les listes UpyD et les listes régionalistes, écologistes, qu'elles aient obtenu ou pas de représentation parlementaire. Le PP perd, lui, 950.000 votes dont 350.000 vont à UPYD. 90% de ses électeurs ont confirmé leur vote (analyses Metroscopia el País 27 novembre 2011).

2. Il faut également signaler le consensus entre le PP et le PSOE sur les principales questions touchant à la politique internationale et aux politiques européennes (guerre en Afghanistan, alignement sur l'OTAN avec l'accord sur l'utilisation de la base de Rota pour le bouclier antimissile des Etats-Unis; alors que, dans le même temps, la droite exerçait une pression constante pour revenir -du moins partiellement- sur quelques réformes sociétales importantes des premiers gouvernements socialistes (avortement, mariage homosexuel et loi sur la mémoire historique notamment).

législatives en Espagne

Initiative-Les Verts-Gauche Unie et Alternative qui, avec 8,09%, gagne trois sièges (+ 2) à Barcelone. La Gauche Républicaine de Catalogne se maintient avec 7,06% et trois élus.

Au pays basque, le fait marquant, c'est l'affirmation très nette de la gauche nationaliste radicale et en grande partie indépendantiste, qui, avec Amaiur, obtient 24,12% (et 14,86% en Navarre). Elle capitalise beaucoup plus que le Parti nationaliste basque (centre-droit) ou que les forces associées au gouvernement de la région (PSOE et PP) l'annonce faite par l'ETA de l'abandon de la lutte armée. Dans le reste du pays d'ailleurs, le PSOE n'a pas bénéficié de cette évolution positive, alors que la droite PP et des listes comme UpyD, organisation issue du PSOE en 2007, comme mouvement de rénovation du système politique, très hostiles aux revendications nationalistes, sont en nette progression, notamment à Madrid.

Dans d'autres communautés autonomes, Galice (Bloc national galicien), Pays valencien (Compromis en alliance avec les écologistes de EQUO), Aragon (Chunta Aragonesa en alliance avec la Gauche Unie), les forces nationalistes de gauche et régionalistes se maintiennent ou progressent.

3. Cayo Lara, le premier responsable de IU, a souligné l'injustice de cette loi électorale qui, si elle respectait la proportionnalité, aurait attribué 25 sièges à IU. Chaque siège a coûté 150.000 voix à IU; trois fois moins pour le PP (58.000 voix) et pour le PSOE (63.000 voix).
4. Ce mouvement du 15 M a été un des catalyseurs importants de cette révolte contre la crise et pour une vraie démocratie avec des formes d'action originales. Sa participation aux élections s'est très majoritairement exprimée dans une « *abstention active* »; jusqu'à la veille du scrutin, il a collecté dans « *les urnes citoyennes* » installées sur les places des milliers de propositions avec lesquelles il va interpellé le gouvernement.

Importante progression de la Gauche Unie

La Gauche Unie (IU) double presque son résultat de 2008 avec près de 7% contre 3,8% et 1.700.000 voix (+ 700.000) et en multipliant par cinq son nombre de députés (11 contre 2); progression assez homogène dans l'ensemble du pays avec de très bons résultats dans les Asturies (+ 1 siège), en Andalousie (+ 2), à Madrid (+ 2) et en Catalogne avec IC-Verts-EUIA (+ 2 dont 1 EUIA) et dans le Pays Valencien (+ 1). En Aragon, IU emporte un siège avec une candidature partagée avec Chunta-Aragonesa. Le groupe parlementaire de IU sera dirigé par Cayo Lara, son coordinateur général³, et comprendra une large majorité de députés communistes, dont le secrétaire général du PCE, Jose Luis Centella, élu à Séville.

IU a su bénéficier à la fois d'un élargissement de ses listes – au-delà de son alliance en Catalogne avec IC-Verds (écosocialistes) – à certains courants écologistes et à des forces régionalistes marquées à gauche. IU a tiré profit de son ancrage dans les luttes y compris contre les diktats de l'oligarchie financière européenne (référendum sur la « *règle d'or* ») ainsi que de l'apport d'une partie non négligeable de l'électorat socialiste qui s'est reporté sur ses propositions de progrès social et démocratique. IU a su, dans le même sens (y compris par l'ouverture de ses listes et la mise en commun de ses propositions) se faire l'écho de certaines revendications essentielles des « indignés » du mouvement 15 M⁴.

José Cordon

responsable Europe des Relations internationales

SUISSE

élections fédérales

le point de vue de **Norberto Crivelli**
président du Parti suisse du travail

Dans un contexte d'assez grande stabilité politique, la seule note véritablement positive des élections fédérales du 23 octobre 2011 est le net recul en pourcentage et en sièges du parti de la droite populiste et xénophobe, l'**Union démocratique du Centre** (UDC). Pour la première fois depuis 25 ans, l'UDC subit un coup d'arrêt. Avec 26,6%, il reste encore le plus grand parti suisse, mais son objectif de 30% est loin d'être atteint. La perte de 8 sièges est compensée seulement en partie par 3 sièges conquis par des formations populistes locales. Et pourtant l'UDC a dépensé pour cette campagne une somme qui double celle des partis du centre et quadruple celle des socialistes. Il a tapissé toute la Suisse avec des manifestes très durs (des grandes chaussures noires qui piétinent le drapeau suisse avec le slogan « Stop à l'émigration de masse »). Mais cette fois sans pouvoir en retirer tous les fruits espérés.

Dans le nouveau Conseil national, les **partis du centre** sont les plus influents, mais ils sont fragmentés en plusieurs formations et votent souvent avec la droite sur de nombreux thèmes. À gauche, le **Parti socialiste**, avec 18,1%, progresse de 3 sièges, mais les **Verts** régressent (- 5 sièges) et le **Parti suisse du travail** perd son unique siège*. Ainsi, dans le prochain Parlement, les luttes seront encore plus difficiles : pour défendre les services publics, l'environnement et lutter contre les cadeaux fiscaux aux riches; pour s'opposer

au secret bancaire et au soutien sans conditions aux banques, aux privatisations, aux dépenses militaires inutiles et aux spéculations de tout genres.

Malheureusement, les crises économiques, même d'ampleur, ne font pas progresser automatiquement la gauche. L'histoire nous enseigne que lorsque les citoyennes et les citoyens ont peur, face à l'avenir, ils l'expriment souvent dans un réflexe conservateur et tendent à favoriser le statu quo alors qu'ils auraient intérêt à se battre pour améliorer leur situation précaire.

Pire encore, trop nombreux sont encore ceux qui cèdent aux sirènes de la droite et de l'extrême droite ou des populistes qui leur indiquent les ennemis à combattre et qui seraient responsables de tous leurs maux (les étrangers, les requérants d'asile, l'Europe qui voudrait abolir notre secret bancaire, les accords bilatéraux avec l'UE, la libre circulation de la main-d'œuvre...). On leur promet tout et son contraire avec des programmes illogiques, contradictoires, irrationnels et inapplicables, des messages simplistes et grossiers mais qui « font brèche » dans les milieux populaires.

La dépolitisation de la plupart des gens et le rôle des grands médias, qui préfèrent le sensationnel et la politique spectacle, n'aident pas à la compréhension des problèmes. D'ailleurs, la faible participation aux urnes, moins de 50%, malgré une légère augmentation par rapport aux élections précédentes, indique que beaucoup de citoyennes et citoyens restent peu intéressés ou sceptiques vis-à-vis des problèmes politiques et vers les politiciens qui devraient les résoudre.

Telle est une des questions que la gauche de transformation sociale devrait également prendre à bras-le-corps.

* Pour la première fois, le PST n'aura aucun élu au Conseil national. Nous avons présenté des candidats dans 6 cantons avec des alliances variables suivant les situations locales. À Genève, Berne, Zürich et au Tessin, nous n'avions aucun espoir de gagner. Par contre, dans les cantons de Vaud et Neuchâtel, nous avions de vraies chances de remporter un siège. Nous avons perdu notre siège dans le canton de Vaud, à cause aussi de la défection du député qui, il y a quatre ans, a quitté le Parti un mois après les élections et après avoir remplacé la camarade élue qui lui avait cédé le siège. À Neuchâtel, notre candidat, maire de Le Locle, arrive en tête de la liste de coalition qui, malgré un très bon score (plus de 10%), rate de peu l'élection comme il y a quatre ans.

MONDE ARABE

Maroc

Rassemblement le samedi 29 octobre à Paris devant la Brasserie Lipp à l'occasion du **46ème anniversaire de la disparition de Mehdi Ben Barka**. Participation d'Aline Arrouze, conseillère de Paris (PCF).

Rassemblement artistique en soutien aux prisonniers politiques marocains au Métro Belleville le 19 novembre. Message du PCF. **30ème anniversaire de l'Association des travailleurs maghrébains en France (ATMF)** avec Patrick Margaté, à Paris, le 19 octobre.

Palestine

Soirée-débat à Paris sur la dette tunisienne, au siège de la Mission le 10 novembre. Participation de Jacques Fath.

Le 19 novembre, à Bagnolet, soirée très chaleureuse de **remise officielle du passeport palestinien à Fernand Tuil** pour son action de solidarité et notamment le jumelage de 75 camps palestiniens avec des villes françaises. Avec plusieurs centaines de personnes. En présence de l'Ambassadeur de Palestine en France, Haël Al Fahoum, et d'une forte délégation palestinienne. À l'invitation de l'Ambassadeur de Palestine, de Ahmad Muhaisen (co-président de l'AJPF), de Patrick Le Hyaric (député européen, Directeur de l'Humanité) et de Marc Everbecq (Maire de Bagnolet).

Participation de Pierre Laurent (secrétaire national) et Jacques Fath pour le PCF. Avec de nombreux élus dont Michel Billout, et notamment plusieurs maires de ville de l'Île de France, des délégations de province...

Égypte

Soirée de solidarité avec le peuple égyptien avec le romancier El Awasny à la Bourse du Travail le 14 octobre.

Rassemblement de solidarité le mercredi 23 novembre à la Fontaine des Innocents à Paris. Participation de Jacques Fath.

Sahara occidental

La **ministre de la Culture du Front Polisario, Khadija Hamdi**, est reçue au siège du PCF par Jacques Fath et Patrick Margaté le jeudi 24 novembre. La ministre est accompagnée notamment du représentant en France du Front Polisario, Omar Mansour, de Jean-Paul Le Marec, Plateforme pour la solidarité avec le peuple du Sahara occidental, Régine Villemont, secrétaire générale de l'Association des Amis de la RASD.

Syrie

Rassemblement de solidarité avec le peuple syrien le samedi 19 novembre. Participation d'Emmanuelle Becker, conseillère de Paris (PCF).

Formation

Que nous disent les révolutions arabes : soirée de formation organisée par la Fédération des Yvelines du PCF avec Patrick Margaté le 24 novembre.

AFRIQUE

Mali

Bassirou Diarra, membre de la direction de l'UM-RDA, est reçu le mercredi 9 novembre par Jacques Fath.

Sénégal

Rencontre avec **Mansour Sy Djamil, président du Mouvement citoyen pour la refondation du Sénégal**, leader progressiste de

la société civile sénégalaise, au siège du PCF par Jacques Fath et Claire Chastain.

Rwanda

Rencontre entre Jacques Morel, auteur de *La France au cœur du génocide des Tutsi*, Eric Nzabihimana, résistant et survivant des massacres de Bisesero lors du génocide, et Jacques Fath, Sylvie Jan pour le PCF (16 novembre).

Intervention de Jean Châtain, journaliste de *l'Humanité* au moment du génocide, lors du **colloque *Nouveaux apports sur l'implication de la France dans le génocide des Tutsi du Rwanda***, organisé par France-Rwanda-Génocide, sous le patronage de Jean-Claude Lefort, ancien député et vice-président de la mission d'information parlementaire sur le Rwanda et G. La Pradelle, professeur de droit (12 novembre).

Congo

Rencontre avec **Albert Kisonga, ex-ambassadeur de la RDC en Belgique**, Jacques Vika Muya et Sylvie Jan pour le PCF (16 novembre)

Cameroun

Proposition de résolution du député communiste Jean-Paul LECOQ tendant à la création d'une commission d'enquête sur la coopération policière et militaire entre la France et le Cameroun, sur les ventes d'armes au Cameroun, notamment celles destinées aux forces de répression du régime camerounais, n° 3891, déposée le 4 novembre 2011.

ASIE

Sri Lanka

Le 16 novembre, Obey Ament a rencontré une délégation de membres du **Comité central du Front populaire de libération du Sri Lanka**.

Vietnam

Rencontre avec l'Ambassadeur du Vietnam, Duong Chi Dung, à l'Ambassade, au cours d'un repas avec Pierre Laurent, Jacques Fath, Jean-Charles Nègre (16 novembre).

Chine

Pierre Laurent, Jacques Fath, Christiane Marcie et Yves Serdenif reçoivent le lundi 21 novembre une **délégation du Parti communiste chinois conduite par Zhao Shengxuan, Vice-ministre, Bureau central du Comité central du PCC, avec Zhang Jianguo, Directeur général adjoint du Bureau de l'Europe de l'Ouest du Département international et 12 autres membres de la délégation et de l'Ambassade de Chine en France**.

EUROPE

Le 20 novembre, à l'occasion des **élections législatives en Espagne**, Pierre Laurent et le PCF ont adressé des messages à la Gauche Unie, au PCE et à La Gauche Unie et Alternative de Catalogne.

En Italie, à Naples, du 2 au 4 décembre, s'est tenu le **congrès de Rifondazione comunista**. Participation de Gilles Garnier et José Cordon pour le PCF.

PGE

Le 22 novembre, Pierre Laurent a participé à une **réunion extraordinaire de la présidence du PGE** et à un meeting à Athènes.

Le 27 novembre, la banderole du PGE a été déployée sur le parvis des droits de l'Homme au Trocadero

Dans l'agenda international de Pierre Laurent

1er décembre: dépôt de la résolution commune - Front de gauche à l'Assemblée nationale et Die Linke au Bundestag
3 décembre: rassemblement contre l'austérité, pour les salaires et l'emploi, place de la bourse
8-9 décembre: Atelier Transform! à Bruxelles

AMÉRIQUE LATINE

Le 26 octobre, Olivier Gebuhrer, membre du Conseil national du PCF, a participé à une rencontre avec le **ministre de l'Enseignement Supérieur de Cuba** à l'ambassade de Cuba en France.

Obey Ament a participé à la **réunion du réseau d'organisations latino-américaines et européennes « Enlazando alternativos »** à Bruxelles, les 4 et 5 novembre.

PAIX DÉSARMEMENT

Forum et Congrès du Mouvement de la Paix. Participation de Claire Chastain au Forum du vendredi 11 novembre.

SOLIDARITÉ

Kurdistan

À l'initiative du réseau PCF/Kurdistan, et avec le soutien de M.C Vergiat, députée européenne Front de Gauche groupe GUE/GNL, exposition « En soutien aux enfants kurdes emprisonnés » et soirée débat avec les participations de Mulyie Birtane députée du BDP, Rojbin du CIK, Esra Ciftci journaliste, Jacques Fath, Sylvie Jan, Michel Billout sénateur, J.Paul Lecoq député, Francis Wurtz, Pascal Torre, Nadine Garcia, J.P. Bontoux, Catherine Margaté, Emanuelle Becker... (22 nov. 2011).

Le PCF est membre actif de plusieurs collectifs unitaires : intercollectif de solidarité avec les peuples arabes ; Maghreb solidarité ; Palestine ; Bolivie ; Sortir du colonialisme ; Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques en Afrique ; Coordination nationale des associations solidaires avec le peuple kurde, OTAN-Afghanistan et « No to War – No to NATO » ; ICAN-France ; ACET

Le Parti communiste français publie régulièrement des communiqués liés à l'actualité internationale. Les communiqués sont à retrouver intégralement sur le site du PCF: www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*, un article sur la situation internationale, publié dans le supplément *Communistes*

SUGGESTION DE LECTURE

Amnesty International a 50 ans

Aurine Crémieu et Philippe Lefait

Cet ouvrage raconte 50 ans de combat d'Amnesty International avec des interviews de Nelson Mandela, Mario Vargas Llosa, Ignacio Lulla, Angela Davis, Carla del Ponte, Robert Badinter, Hubert Védrine, Rony Brauman, etc.

Avec des extraits d'œuvres littéraires de Jean Genet, de Don DeLillo, de Mario Vargas Llosa, d'Annie Ernaux, de Fatou Diome, de Wole Soyinka, de Duong Thu Huong, de Laurent Mauvignier qui viennent en résonance avec les combats d'Amnesty International. Un livre qui rappelle que les droits humains sont l'affaire de tous.

Le vendredi 16 décembre 2011 à 19h, nous recevrons, au siège du PCF, Madame Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France, pour une audition sur l'état des droits humains dans le monde, autour du dernier rapport annuel d'Amnesty International.

La crise globale et l'Afrique : quels changements ?

Actes du colloque international organisé les 18 et 19 mai 2010 à Dakar par la Fondation Gabriel-Péri et le PIT du Sénégal, en partenariat avec la Fondation Rosa Luxembourg, la revue Recherches internationales et l'AFASPA. Disponible auprès de la Fondation Gabriel-Péri.

Ben Bella et la libération de l'Algérie

Gérard Streiff

Collection Histoire et société, Éditions Oskar éditeur, novembre 2011

Revue Transform ! Numéro 9

Dossier : Europe-Quel avenir ?

Suite aux mouvements des *Indignés* et les révolutions arabes, il traite de la crise et des alternatives à travers le prisme de la démocratie et des pouvoirs.

Ce numéro insiste particulièrement sur les recherches menées à gauche, seule voie possible pour contrer la droite populiste et radicale et les politiques néolibérales : comment répondre à l'enjeu européen et quelles potentialités à gauche de la social démocratie ?

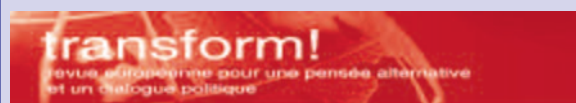
Mouvements en Europe et dans le monde

Des articles concernant la République tchèque et la Grèce, montrent la véritable nature des politiques à l'œuvre.

Ce numéro rend également compte d'expériences inédites, notamment le référendum sur l'eau en Italie qui articule biens communs et démocratie ou encore le Front de Gauche.

Droite populiste et extrême en Europe

Le travail engagé dans le dernier numéro concernant la droite populiste et extrême en Europe est également prolongé dans ce numéro.



le numéro : 10 euros - abonnement 18 euros

commander en ligne sur le site d'Espaces Marx :

www.espaces-marx@espaces-marx.org

par courrier : Espaces Marx 6 avenue Mathurin-Moreau

75167 Paris cedex 19

tél : 01 42 17 45 27

TURQUIE

un tournant autoritaire et agressif

La Turquie connaît depuis une décennie des mutations substantielles. Considérée comme une puissance économique émergente, elle cherche à jouer un rôle central sur la scène internationale. Elle fait désormais figure, pour les occidentaux, de modèle de « démocratie musulmane » afin de déminer l'avenir d'un Proche et Moyen Orient en ébullition. Cette analyse fait pourtant débat. Les orientations programmatiques du parti au pouvoir, l'AKP, sont contestées, les évolutions autoritaires et islamiques inquiètent tandis que les ambitions diplomatiques prennent une tournure velléitaire. L'appui inconditionnel que la France et l'Union européenne apportent au premier ministre Erdogan devient, dans ces circonstances, inacceptable.

Un conservatisme libéral et islamique promu au rang de modèle

L'AKP est un parti porteur d'un conservatisme social, culturel et islamique. Résolument libéral sur le plan économique, il accélère l'entrée de la Turquie dans la mondialisation capitaliste. Avec des taux de croissance de 8% à 9%, elle a le dynamisme d'une puissance émergente, tirée par des exportations dont la moitié sont destinées à l'Europe. Il reste cependant à évaluer la qualité et la durabilité de cette croissance fortement exposée et porteuse d'immenses inégalités internes.

Les Turcs veulent être reconnus comme une puissance internationale de premier plan. La fin de la guerre froide a permis à ce pays de se libérer de la figure de pilier oriental de l'OTAN en conflit avec ses voisins. Les événements du 11 septembre sont par ailleurs à l'origine d'une réflexion américaine faisant de la Turquie un pays charnière, en dialogue avec le monde arabo-musulman hostile. Elle cultive ainsi, depuis quelques années, une image de soft power bienveillante, avec les pays de la région, agissant économiquement et favorisant les médiations.

Les révolutions arabes ont jeté le discrédit sur les occidentaux pour parler de démocratie dans cet espace. Les États-Unis sont les véritables promoteurs de l'idée d'une voie originale de démocratie islamo-conservatrice dont la Turquie représenterait le modèle et le relais. Flattés par cette opération marketing de grande ampleur, les dirigeants turcs considèrent plutôt qu'ils constituent « une source d'inspiration » pour la région. Ce parangon n'offre pourtant pas toutes les vertus qu'il s'attribue et qu'on veut bien lui prêter.

Un tournant autoritaire

Sur le plan intérieur, un tournant autoritaire, nationaliste et islamique est amplement perceptible.

La liberté d'expression est aujourd'hui bafouée et la désinformation règne partout. Ce pays détient le record du nombre des journalistes emprisonnés : 72 actuellement. Le pouvoir s'acharne contre les médias indépendants tandis que les autres s'autocensurent. La pression est aussi forte aujourd'hui qu'à l'époque des militaires. Pour l'avoir oublié, Nedim Sener et Ahmet Sik ont été incarcérés. Ce dernier a mis en évidence l'infiltration de la police, de la justice, du monde industriel, financier et médiatique par la confrérie islamique de Fethulla Gülen proche du pouvoir.

La révision constitutionnelle, qu'Erdogan envisage de conduire avant la fin 2012, alarme les démocrates. Le débat sur l'identité citoyenne est relégué au second plan alors que l'attractivité des régimes à parti unique et à forte croissance économique comme la Russie ou la Chine forment le nouveau socle de réflexion. Le premier ministre veut ainsi faire passer en force la présidentialisation du régime et dont il envisage fermement d'endosser les habits.

La Turquie, héritière d'un empire multiculturel, s'est bâtie sur une fiction d'homogénéité niant les minorités. En dépit des promesses de réformes, Erdogan refuse toujours de reconnaître au peuple kurde ses droits politiques et culturels. L'impasse est totale et la rhétorique devient de plus en plus nationaliste. En 10 ans, 13000 Kurdes ont été interpellés pour des activités « terroristes ». Depuis la victoire du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie) aux scrutins de 2009, les arrestations s'accroissent : 8000 gardes à vue et 4000 individus placés en détention. Chaque semaine, des dizaines de noms s'ajoutent à ces listes. Les élus, les responsables locaux et les militants du BDP sont les premiers visés. Le nombre d'enfants emprisonnés apparaît lui aussi considérable. Ces jours-ci, les unités anti-terroristes de la police visent le KCK (Rassemblement Social du Kurdistan) qui agit pour bâtir une démocratie respectueuse des minorités et des droits individuels. Busra Ersanli, professeur de droit constitutionnel, a été arrêtée comme l'éditeur Ragip Zarakolu. De telles opérations créent un climat sécuritaire, restreignent l'espace civil et politique et façonnent sournoisement la nouvelle politique dans les provinces kurdes¹ Il faut ajouter à cela, la sale guerre que mène l'armée turque en bombardant les bases de la résistance populaire à la frontière irakienne du Kurdistan. L'usage d'armes chimiques contre les militants du PKK

1. En 2002, date d'arrivée de l'AKP au pouvoir, la Turquie comptait 40 000 prisonniers politiques. Ils sont aujourd'hui 130 000, essentiellement des Kurdes.

un tournant autoritaire et agressif

est avéré comme en témoignent les 34 corps de la morgue de Malatya. Ce pouvoir porte atteinte à la démocratie, crée un climat d'oppression et une société silencieuse. La question kurde et celle du mouvement politique kurde constituent aujourd'hui le baromètre principal de la démocratie en Turquie.

Enfin, la Turquie n'est pas un État profondément sécularisé. Il y est difficile d'évacuer la religion du champ social et de la visibilité publique. L'AKP canalise les valeurs conservatrices à travers l'Islam (statut de la femme, conception de la famille et de la société culturellement fermées). Depuis son arrivée au pouvoir, le retour de l'Islam dans l'espace public est patent. Il révèle que le concept d'« islam modéré », largement véhiculé dans les médias, est en réalité très ambigu.

Ces derniers mois, le gouvernement d'Erdogan a montré son vrai visage. Il intimide les médias, arrête les journalistes et les intellectuels, vampirise l'appareil d'État pour éliminer les oppositions, terrorise la société au nom de la lutte contre le terrorisme afin de briser le mouvement d'émancipation du peuple kurde.

Du soft au hard power turc

Jusqu'au « Printemps arabe », la diplomatie turque avait montré à quel point elle avait changé d'échelle, de moyen et de perspective. Mais les mouvements populaires ont modifié la donne laissant la place à des tergiversations permanentes, à des équilibres complexes, à un vrai cynisme, à une arrogance et à une agressivité nouvelle.

La ligne diplomatique d'entretenir « zéro problème avec ses voisins » a été malmenée par les révolutions arabes. Un équilibre avait été construit avec les régimes de la région. Des relations amicales et économiques se développaient avec la Syrie, la Libye, l'Égypte et la Tunisie. Il a fallu plusieurs mois avant qu'Ankara prenne ses distances avec ces dictatures. Aujourd'hui, la Turquie tente de mener une opération de séduction pour prendre un certain leadership au Moyen Orient. L'idée d'un modèle turc favorise cette entreprise même si les Frères Musulmans d'Égypte ont rejeté, lors de la tournée triomphale d'Erdogan au Caire, une telle idée. Les tergiversations avec la Syrie sont marquées du sceau de l'opportunisme puisque des négociations ont lieu avec l'opposition pour acter le refus d'un Kurdistan syrien autonome. Le projet d'installer à la frontière une zone de sécurité exclusive et d'exclusion aérienne en territoire syrien avec l'appui de l'OTAN servent ses ambitions nationalistes. Il esquisse progressivement une nouvelle opération militaire ser-

vant les visées occidentales et aggrave les risques de menace de guerre civile dans ce pays déjà brisé par l'ignominie du régime du clan de Bachar Al Assad. Les liens avec l'Iran procèdent du même pragmatisme. Des opérations militaires conjointes contre les Kurdes du PAJAK ont été menées jusqu'à ses dernières semaines tandis que la Turquie s'exprimait en faveur d'une solution négociée sur le nucléaire. Cependant, l'accord pour déployer le bouclier anti-missile de l'OTAN sur son territoire suscite la colère de Téhéran et un regain de compétition entre les deux pays.

Dans ce contexte, provoquer des tensions avec Israël apparaît pour la Turquie comme une solution simple pour protéger son image auprès des opinions publiques arabes. Un réel refroidissement diplomatique s'est produit et les signes de perte de confiance se multiplient entre les deux États. Après l'affaire du Marvi Marmara, Erdogan a compris l'usage électoral qu'il pouvait faire d'une position dure sur Gaza. Exprimer sa solidarité avec le Hamas permet de travailler l'image d'un gouvernement qui prône de plus en plus clairement une solidarité islamique². Mais il n'y a pas de rupture complète entre ces deux pays puisque les échanges économiques croissent encore. On sent le gouvernement turc tiraillé entre l'envie de produire un discours plus islamique et religieux, aligné avec le Hamas, et la crainte que ses alliés occidentaux ne perçoivent négativement de tels signaux.

Cette diplomatie bénéficie du soutien total de l'OTAN. Certes, les rapports turco-américains sont en cours de rééquilibrage et les officiels turcs s'affichent comme des acteurs indépendants et valorisés au sein de l'OTAN. Pour autant, ils ne cessent de donner des gages à l'organisation atlantiste... façon de compenser l'apparente tension avec Israël.

Cette latitude permet d'entretenir une agressivité renforcée à l'égard de Chypre. La Turquie occupe militairement le nord de l'île et bloque toute perspective de solution. Ces derniers jours, l'arrogance d'Erdogan est montée d'un cran en menaçant Nicosie d'une intervention militaire en cas d'exploitation du gaz off-shore dans la zone économique chypriote. Ankara va même jusqu'à annoncer que ses relations avec l'Union européenne prendraient brutalement fin si la république de Chypre était appelée à exercer la présidence tournante de l'UE à partir de 2012. Cette hostilité brutale et provocatrice traduit un retour aux années les plus sombres. Sur le même registre, le gel des protocoles de réconciliation avec l'Arménie inquiète.

Les rapports de la Turquie avec l'UE enregistrent également des évolutions notables. Ce pays qui prétend légitimement intégrer l'UE s'est heurté à l'opposition d'un

2. L'opération médiatique d'Erdogan en Somalie procède de la même démarche.

un tournant autoritaire et agressif

nombre important de gouvernements dont la France et l'Allemagne. Après l'appréhension stratégique, la méfiance économique et les préventions culturalistes ont croit déceler dans l'attitude des Turcs eux-mêmes une certaine lassitude qui suggère qu'ils pourraient se détourner d'eux-mêmes de l'Union, passant de l'élargissement à l'éloignement. La crise et le discours sur le déclin de l'UE émousent par ailleurs son attractivité. Dans la perspective d'un rapprochement avec la Russie et le Moyen Orient, l'UE cesse d'être un objectif et devient un paramètre. Pour autant l'adhésion reste un objectif car en aucune manière cette stratégie ne peut se substituer à l'Union en tant que projet de modernisation.

En somme, la politique étrangère de la Turquie est mise à mal par les crises à répétition du Moyen Orient. Sous la rhétorique du soft power on voit progressivement émerger un réflexe du hard power lourd de danger pour les peuples en lutte pour leur émancipation.

La politique de la France et de l'UE

Afin de contrecarrer les incidences négatives du refus de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, la France entend pour des raisons économiques, diplo-

3. Le voyage d'Alain Juppé, fin novembre 2011, pousse à un degré nouveau cette dérive lourde de danger pour l'image de la France.

matiques et géopolitiques entretenir des relations fortes avec Ankara et multiplie les signes d'apaisement. Paris s'est déjà lourdement fourvoyé en soutenant les dictatures du Moyen Orient. À l'évidence, Nicolas Sarkozy n'a tiré aucun enseignement des révolutions arabes puisqu'il multiplie les coopérations avec un régime dont les exactions répressives et l'agressivité internationale sont croissantes³. Les actions policières contre les militants kurdes sur notre territoire s'amplifient. Des accords d'extradition viennent d'être ratifiés entre le ministre de l'Intérieur Claude Guéant et son homologue turc. Le conflit kurde, les arrestations d'intellectuels et de journalistes font l'objet d'un silence assourdissant dans les médias afin d'étouffer la voix des démocrates.

L'Union européenne fait preuve du même mutisme. Il est grand temps que le voile se déchire et que l'on cesse de draper la Turquie dans le drapeau de la démocratie afin de mieux tromper les opinions publiques européennes. Il est grand temps que les gouvernements et l'Union européenne fassent entendre leur voix afin d'obtenir de la Turquie la libération des prisonniers d'opinion, la reconnaissance des droits du peuple kurde et la fin de l'arrogance internationale.

Pascal Torre
réseau PCF/Kurdistan

EXPOSITION EN SOUTIEN AUX ENFANTS KURDES

les communistes s'engagent

À l'occasion de la **Journée internationale des droits de l'enfant**, une exposition en soutien aux enfants kurdes a été inaugurée le 22 novembre à l'Espace Niemeyer. Plus de 150 personnes y ont participé. On notait dans l'assistance la présence de parlementaires, de conseillers régionaux ou généraux et de nombreux maires communistes. Jacques Fath, responsable des *Relations internationales* du PCF a tenu, au nom du PCF, à accueillir les participants et à renouveler son soutien à la lutte démocratique du peuple kurde pour la reconnaissance de ses droits politiques et culturels. Sylvie Jan, collaboratrice des relations internationales et membre du réseau PCF/Kurdistan a donné lecture d'un message de Pierre Laurent, retenu à Athènes pour une réunion du PGE.

À l'occasion d'un débat dense et passionné, Mulkiye Birtane, députée du BDP, a présenté un historique de la situation du Kurdistan turc et a insisté sur la dérive

autoritaire et nationaliste du gouvernement Erdogan. Depuis les succès électoraux de 2009 et 2011, la répression à l'égard des démocrates, des journalistes, des élus et des militants du BDP prend une dimension exceptionnelle. À cela s'ajoute les bombardements à la frontière irakienne contre les bases de la résistance populaire du PKK. Elle a informé l'assistance des initiatives prises par sa formation pour dénoncer ces exactions.

Esra Ciftci, journaliste et psychologue, qui enquête depuis plusieurs années sur les crimes, tortures et violences exercés contre les enfants kurdes par les autorités d'Ankara a livré toute une série de témoignages bouleversants, témoignant des atteintes quotidiennes aux droits de l'Homme et du non respect de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'assistance a entendu le témoignage de M. M. dont la fille est décédée à la suite de l'utilisation par la Turquie d'armes chimiques. Jacques Fath a indiqué qu'une délégation partait ces jours-ci à Malatya, avec un représentant du PCF, pour recenser le plus grand nombre d'informations. Si les faits se confirmaient, le PCF entend poser fermement les questions nécessaires au gouvernement sur ce crime.

Dominique Adenot, maire de Champigny et président de l'ANECR, a souhaité être présent à cette importante initiative. Il a indiqué qu'à l'occasion de leur congrès, les élus communistes et républicains entendaient désormais multiplier les initiatives d'information et de soutien au peuple kurde. Cette décision importante marque un tournant dans leur engagement et leur solidarité.

Francis Wurtz a rappelé que la résistance du peuple kurde était insupportable à Erdogan. Il a précisé que ce conflit était sous-estimé et qu'il était temps de faire éclater la vérité contre les persécutions racistes, l'oppression et les crimes de guerre. Il a enfin insisté sur la complicité des puissances occidentales qui constituent un encouragement à la politique que conduit Erdogan. Pour conclure, Jacques Fath a voulu souligner à nouveau l'engagement des communistes auprès du peuple kurde. Pour lui, la question de la démocratie en Turquie est une question de première importance. Enfin, si l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est légitime, les conditions sont de moins en moins réunies et elle ne saurait avoir lieu sans une reconnaissance des droits des Kurdes.


Pascal Torre

réseau PCF/Kurdistan

EXPOSITION

"Soutien aux enfants Kurdes emprisonnés"

22-30 Novembre 2011



A l'initiative de Gulnaz Duman-Bilge, journaliste; M.C. Vergiat, députée européenne, groupe GUE/GNL, Pierre Laurent, président du Parti de la Gauche européenne et PCF Jacques Fath, Relations internationales PCF; Rojbin Dogan, CIK.

Avec le concours de Myriam Dhont-Anselin et Lou Moguet-Mesnard, de l'ESNA Paris-Val de Seine, Scénographes

PCF, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris